

La pauvreté, également le problème des étudiants

Minerval, matériel de cours, équipements divers, logement, transport, ... Les études supérieures peuvent devenir un réel gouffre financier pour les étudiants. Des dépenses colossales qui obligent de plus de plus de jeunes à demander de l'aide, là où la précarité étudiante s'impose chaque année un peu plus. Pourtant, l'éducation est un puissant levier de réduction des inégalités : elle éloigne de la pauvreté future les personnes qui en bénéficient. En cette veille de Journée Mondiale de lutte contre la Pauvreté, la FEF et le Réseau wallon de lutte contre la Pauvreté tirent la sonnette d'alarme.

Chaque année, de plus en plus d'étudiants et étudiantes éprouvent des difficultés à payer leurs études. Le coût d'une année dans l'enseignement supérieur ? **Entre 8.000 et 12.000 euros**, en comptant les frais directs (minerval, supports du cours, ...) et indirects (logement, transport, nourriture, ...). Et un coût qui, malheureusement, **ne cesse d'augmenter**. Les jeunes, lorsque l'aide familiale ne suffit pas ou plus, se tournent alors vers d'autres alternatives. En conséquence : les **demandes de bourses ont augmenté de 21% en 6 ans ; le nombre de bénéficiaires du CPAS a été multiplié par 7 entre 2002 et 2016 ; et 25% d'étudiants doivent jobber** pour payer leurs études.

Des chiffres alarmants qui démontrent que la précarité est plus que jamais une véritable barrière à l'accès aux études. Le mécanisme de **solidarité familiale n'est plus suffisant** pour permettre aux jeunes d'étudier. En outre, ces freins économiques sont également responsables d'une **forme d'élitisation** face aux enfants des familles les plus précarisées, qui pourront difficilement prétendre, un jour, accéder à l'enseignement supérieur. L'OCDE rapporte qu'en Belgique, un enfant de parents peu diplômés (diplôme inférieur au secondaire supérieur) n'a que 33% de chances de faire des études, alors que la moyenne de l'OCDE est de 44%. Or, l'enseignement supérieur n'est-il **pas un moyen de démocratiser la société et de réduire les inégalités** ? En effet, permettre à chacun d'accéder à une éducation de qualité, c'est permettre d'accéder à des conditions de vie conformes à la dignité humaine. Il y a donc **une urgence à réinvestir dans la démocratisation de l'enseignement** pour que **le fonctionnement politique et institutionnel de l'organisation des études supérieures** puisse contribuer à limiter la précarité, pendant et après les études.

La FEF et le RWLP rappellent qu'**étudier** n'est pas un privilège mais bien un droit ! Un **droit fondamental à l'émancipation des jeunes** et à **disposer des mêmes chances face aux études et à leur réussite**. Afin que cela puisse être possible, le monde politique doit prendre ses responsabilités. C'est pourquoi la FEF et le RWLP demandent :

- **Une réduction du droit d'inscription à 175€, plus bas droit d'inscription de la Fédération Wallonie-Bruxelles, afin de tendre vers la gratuité ;**
- **Un remboursement de tout le matériel utilisé dans le cadre d'un cours ;**
- **Un refinancement public de l'enseignement supérieur à hauteur de ses besoins.**

Le 17 octobre, la FEF et le RWLP seront présents à Namur pour une journée d'actions et de sensibilisation.